

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET
COOPÉRATION INTERNATIONALE
DEVELOPMENT.COM

CD-ROM INCLUS

Table des matières

Ouvertures 3

Pas sans nos langues
Alpha Oumar Konaré XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous
Walter Fust XIII

1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

Les promesses d'une prospérité virtuelle
Marie Thorndahl 3

Eclairages Fracture numérique : un concept boiteux ?
Daniel Pimienta 27

Pour une approche africaine des technologies de l'information
Sylvestre Ouédraogo 31

Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques
Partha Pratim Sarker 35

E-commerce : du mirage économique au miracle social
Benoît Vulliet 39

2. Applications et pratiques au Sud

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne
Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu 45

Eclairages Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond
Sylvestre Ouédraogo 77

Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil
Michel Egger 81

Téléservices au Mali : l'art du détournement
Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl) 85

Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse
Martin Faye 89

3. Politique et actions de la Suisse

Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i>	95
« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahim Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i>	113
Eclairages La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i>	123
Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i>	127
Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i>	131
DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i>	135
Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i>	141
Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i>	145
ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i>	149
La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i>	151

4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i>	159
Eclairage Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i>	185
Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i>	189
La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i>	195
Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i>	201
La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i>	207
Eclairage La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i>	219
Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i>	223

Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse

Martin Faye*

En Afrique, certains projets utilisent les technologies de l'information et de la communication (TIC) depuis de nombreuses années de manière spontanée. Que la technologie employée soit nouvelle, analogique, vieille ou traditionnelle, qu'importe. Ce qui compte, c'est l'efficacité par rapport aux objectifs visés, la durabilité et l'autonomie. Là où des ordinateurs performants avaient été installés, les groupements paysans ont vite compris que l'achat d'un modem leur permettait de se mettre en réseau avec d'autres groupements situés ailleurs. Ils utilisent, comme beaucoup d'autres, des TIC sans le savoir.

Dans les pays pauvres, c'est sans doute dans le domaine des médias que les TIC ont fait la percée la plus importante. Dans la presse écrite, l'ordinateur a remplacé les anciennes et lourdes technologies de l'imprimerie. A la radio, les anciens équipements ont pratiquement disparu ; la bande magnétique n'étant plus fabriquée en masse, elle atteint des prix inaccessibles pour les petites radios. L'audio numérique est en revanche bon marché, mais moins durable et plus exigeant en formation et en maintenance. Bref, tout le secteur de la radio – des radios de proximité aux radios nationales – vit une révolution technologique profonde.

L'ordinateur et le modem ont fait leur entrée dans les studios des radios rurales et sont utilisés de diverses manières, souvent étonnantes : la culture orale africaine est recueillie et conservée sur des supports stables (CD, DVD, disque dur) ; le courrier électronique s'ouvre aux analphabètes par le truchement des radios rurales, au point de supplanter la poste dans les régions de diaspora, etc. Il en va de même du projet « Pour une meilleure maîtrise des feux de brousse en Afrique de l'Ouest ». Soutenu par la DDC, il associe les communautés locales et les services techniques ainsi que le Centre de suivi écologique de Dakar (CSE)¹, une institution sénégalaise spécialisée dans le suivi satellitaire.

Quoi de plus « vieille technologie » que le feu prométhéen ? « Bulldozer du pauvre », les paysans l'utilisent pour le défrichage, la préparation des champs, l'éloignement des serpents des habitations, mais aussi pour la chasse et les rites divinatoires. Pratiqué sur une vaste échelle, le feu est également la seule contribution sérieuse du continent africain au réchauffement global. La pratique des feux précoces, préconisée par la plupart des services techniques d'Afrique de l'Ouest, est cependant acceptable et correspond à des tradi-

* Directeur d'Intermédia Afrique, Sénégal.

¹ <www.cse.sn>.

tions précoloniales. Ils sont allumés quand l'herbe est encore mouillée, dégagent peu de chaleur et permettent à la nature de se régénérer dès les premières pluies de la nouvelle saison. Les feux tardifs par contre, allumés quand l'herbe est sèche, détruisent les végétaux et les sols.

Les radios rurales sont très efficaces en Afrique, car elles s'inscrivent dans le prolongement de l'oralité. Depuis longtemps elles ont attiré l'attention des communautés locales sur les méfaits des feux de brousse, malheureusement avec des succès très limités, voire même négatifs quand ils deviennent des feux de mécontentement politique. Un dictateur qui les avait interdits était accompagné sur le parcours de ses tournées à l'intérieur du pays par des incendies qui n'avaient rien de feux de joie.

Le travail en réseau par Internet et les images satellites permettent dorénavant une plus grande efficacité. Grâce aux efforts de l'Union européenne notamment, le suivi des feux par satellite en Afrique de l'Ouest au cours des dix dernières années est parfaitement connu. A certaines périodes de l'année, les photos satellites donnent l'impression que toute l'Afrique brûle. Ces données ne parvenaient pas aux communautés de base et les services techniques n'en faisaient pas état. Pour remédier à cette situation, le projet a appliqué les pratiques de radio participative : d'abord, recueillir les savoirs locaux et les comprendre ; ensuite, les mettre en relation avec le savoir des « experts ».

Une première phase a consisté à écouter les ruraux, au cours de longues et nombreuses interviews semi-directives et de reportages dans les vil-

lages. Ce matériel sonore a été analysé avec les partenaires de terrain (services techniques, ONG, etc.) dans un souci constant de comprendre le point de vue des ruraux. Les animateurs avaient reçu l'instruction de ne pas donner trop facilement raison aux experts, mais de bien faire apparaître le problème des ruraux et la manière de le surmonter. Par exemple, si des feux rituels sont vraiment indispensables pendant la période des feux tardifs, ils peuvent se faire à condition que des pare-feux soient préparés.

La campagne radiophonique est quant à elle plus directive, tout en donnant souvent la parole aux agriculteurs, éleveurs et chasseurs. Les messages directifs – « si vous avez quelque chose à brûler, c'est maintenant qu'il faut le faire », « la saison des feux précoces est terminée, on ne brûle plus » – sont construits à partir d'expressions fortes exprimées lors des interviews : il n'y a pas de meilleur expert qu'un paysan s'adressant à d'autres paysans.

La télédétection des feux joue un rôle central avant, pendant et après la campagne. La carte des feux a servi à déterminer les stations de radio à retenir pour la campagne. Les radios rurales dans sept pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina, Guinée, Gambie, Mali, Niger et Sénégal) y ont finalement participé. Les cartes des feux mensuelles ont été communiquées aux communautés via le courrier électronique des radios rurales. Les ruraux se sentent ainsi observés du ciel, ce qui représente à leurs yeux un élément de motivation et même de valorisation de leur communauté, et non pas une intrusion de type *Big Brother* comme le craignaient des observateurs occidentaux.

Le porte-parole d'un village guinéen près de Kankan aimait passionnément les feux. Loin de vouloir les combattre, il encourageait les villages voisins à les laisser passer et prendre de l'ampleur – quand bien même les villages sont parfois dévastés par les feux que leurs habitants ont eux-mêmes allumés.

Aux gens de la radio rurale qui lui parlaient des dangers de la désertification, il répondit: « Je reviens de La Mecque; là bas il n'y a plus d'arbres et pourtant les gens ne sont pas pauvres. » La radio rurale de Kankan a passé ce message en boucle, auquel elle a ajouté une seule question: « Êtes-vous d'accord avec ce notable? »


Quelques jours plus tard le notable en question est venu supplier la radio d'arrêter cette diffusion. « Je me suis trompé », avouait-il piteusement. Tout le village avait réfléchi et s'était retourné contre lui.

Une évaluation de la campagne a montré des résultats très positifs.

Dans les zones d'écoute, les surfaces brûlées, tous feux confondus, ont diminué de 150'000 hectares, soit une régression de 40% environ². Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, les feux précoces ont augmenté, et les feux tardifs reculé.

Les TIC ne sont cependant pas toujours fiables. Les images satellites, qui devaient être distribuées chaque mois, ont mal circulé: le courrier électronique fonctionne irrégulièrement dans les régions rurales et des problèmes de format et d'accès à Internet freinent la circulation et l'exploitation des images. Il n'empêche qu'elles ont été communiquées, d'une manière ou d'une autre, presque partout et qu'elles ont été commentées par les radios. L'information a aussi circulé dans l'autre sens: certains villages ont confirmé au CSE que les incendies observés par satellite s'étaient bien produits, validation importante pour les techniciens basés à Dakar.

² Les conditions climatiques ont certainement aussi joué un rôle dans ce résultat spectaculaire.



Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.